

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 27/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**KERMEL**

20 RUE AMPERE  
68000 Colmar

Références : 0006702046\_2024\_07\_08\_Kermel\_VIIC\_prelevement eau  
Code AIOT : 0006702046

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2024 dans l'établissement KERMEL implanté 20 RUE AMPERE 68000 Colmar. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KERMEL
- 20 RUE AMPERE 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006702046
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société KERMEL SAS est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de COLMAR (68000), une usine de fabrication de fibres ininflammables réglementée par l'arrêté préfectoral n°2004-299-1 du 25 octobre 2004.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Prélèvement et rejets d'eaux

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/10/2004, article 9.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Compteur totalisateur	Arrêté Préfectoral du 25/10/2004, article 9.1.	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Débit de rejet maximum	Arrêté Préfectoral du 25/10/2004, article 9.3.4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de relever des non-conformités. La mise en place de la nouvelle unité de distillation prévue au 1<sup>er</sup> trimestre 2025 devrait permettre de réduire considérablement les prélèvements et rejets en eau.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2004, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux positionnant les points de rejet et les points de prélèvement et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, [...]
<b>Constats :</b> La vérification de cette prescription concernait uniquement les circuits d'eau brute venant du puits et le réseau des égouts. Deux plans des réseaux ont été présentés lors de la visite : celui des égouts et celui de l'eau brute. Ces plans ont été transmis par mail de l'exploitant en date du 18 juillet 2024. Les eaux de process, les eaux de refroidissement utilisées dans les procédés ainsi que les eaux pluviales et les eaux sanitaires sont dirigées vers la station d'épuration de Colmar via un collecteur principal et un collecteur secondaire. Les eaux de refroidissement de l'unité de distillation sont rejetées dans le canal de la Lauch.  Après la visite, l'examen du plan des égouts a permis de constater qu'il est incomplet puisque la partie de l'installation (en particulier l'unité actuelle de distillation) située chez l'exploitant voisin Freudenberg n'apparaît pas ni le point de rejet commun vers la Lauch. S'agissant d'une non-conformité d'ordre documentaire, il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade, sous réserve que l'exploitant communique les éléments précisés ci-après dans les délais indiqués.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de compléter son plan des égouts.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Compteur totalisateur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2004, article 9.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure des volumes prélevés par la société Kermel : [...] un compteur totalisateur pour l'alimentation en eau de nappe.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection s'est rendue au niveau du puits privé qui alimente les 2 sociétés Kermel et Freudenberg. La société Kermel ne dispose pas de son propre compteur totalisateur pour l'alimentation en eau

de nappe. Le dispositif est commun aux 2 sociétés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 3 : Débit de rejet maximum

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2004, article 9.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les eaux de refroidissement de l'unité de distillation sont rejetées dans le canal de la Lauch [...] dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...] ;</li> <li>• débit maximum journalier 4500 m<sup>3</sup>/j,</li> <li>• débit maximal annuel 1 233 000 m<sup>3</sup>,</li> <li>• [...].</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Les eaux de l'unité de distillation sont rejetées dans une canalisation commune à Freudenberg avant de rejoindre le point de rejet de la Lauch.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection s'est rendue au niveau de l'unité de distillation actuelle mais le représentant de l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le débitmètre de sortie de la distillation. Par courriel du 18/07/2024, il a transmis une photo de ce débitmètre.</p> <p>L'examen des données GERE (déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et déchets) sur plusieurs années indique que l'exploitant a déclaré rejeter dans la Lauch les quantités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2020 : 2 021 794 m<sup>3</sup>,</li> <li>• 2021 : 1 874 729 m<sup>3</sup>,</li> <li>• 2022 : 2 114 523 m<sup>3</sup>,</li> <li>• 2023 : 2 005 853 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Ces quantités sont très largement supérieures au débit maximal annuel autorisé.</p> <p>L'examen des données d'autosurveillance mensuelles extraites de l'application GIDAF indique par exemple aux dates suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 8 avril 2021 : 6882 m<sup>3</sup>/j,</li> <li>- 6 octobre 2022: 5939 m<sup>3</sup>/j,</li> <li>- 1<sup>er</sup> décembre 2023 : 6446 m<sup>3</sup>/j,</li> <li>- 8 janvier 2024 : 5088 m<sup>3</sup>/j,</li> <li>- 31 mai 2024 : 6480 m<sup>3</sup>/j.</li> </ul> <p>De plus, d'après les déclarations GIDAF, il apparaît qu'entre le 3 janvier et le 30 juin 2024 (les données ultérieures ne sont pas disponibles), le volume journalier rejeté dans le canal de la Lauch a été inférieur à 4500 m<sup>3</sup>, au cours d'une seule journée.</p> <p>Le débit journalier rejeté dans le canal de la Lauch est non conforme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois